

[Text]

Mr. Tobin: But do you agree there is a problem?

Mr. Morgan: Well, if Canada would take the adequate measures to carry out surveillance in our 200-mile zone . . . It is sad today, when we have a resource that is so much in demand by foreign countries and will be eventually by world markets because of the high protein, that we cannot as a country find enough funds from the taxpayers of Canada to carry out adequate surveillance. Just a little less than half the total foreign vessels fishing in our 200-mile zone will not have fisheries observers aboard to observe their fishing activities this coming year. That is a sad reflection on our surveillance measures to control and manage our resources.

• 2030

Mr. Tobin: Mr. Chairman, I want to go to a second question, because while I say the objective is one we would all applaud, the former Minister has just himself admitted we could not police it if we took the action. Right now we could not.

My other question is on marketing. The Minister I think is advocating some kind of discipline in the marketplace for Canadian fish companies. We have had this discussion going back over the years . . . in Boston some years ago, talking to the American industry.

What you are advocating, as I read it, is some kind of voluntary system. If you are not going to put in some teeth to ensure not voluntary but mandatory participation in some kind of discipline in the marketplace, why should we believe by setting up a seafood market development board the industry is going to be any more disciplined than it was in the past unless there are some teeth, some way of forcing them to participate? And I ask: what teeth does the Minister propose?

Mr. Morgan: There is certainly no point in looking at a voluntary situation entirely. That is what Mr. Kirby proposed in his report on marketing; a so-called fisheries marketing council. That will never occur unless there is some—and again I use the word lightly—intervention by government; interference by government.

The leadership has to come from the government level to establish a market development board with a phasing in of the industry's taking over, once they are established to the point of being able to regulate themselves. But right now we cannot expect the leadership to come from the industry to regulate themselves.

Mr. Skelly: This has been a very informative and interesting presentation. I have two or three questions for the witness. The

[Translation]

l'accord à long terme, plus de poisson ne pouvait être acheté au sein de la CEE . . .

M. Tobin: Mais convenez-vous qu'il y a un problème?

M. Morgan: Bien, si le Canada prenait les mesures appropriées pour surveiller la zone de 200 milles . . . Il est triste aujourd'hui, lorsque nous avons une ressource qui est tellement demandée par les pays étrangers et le sera éventuellement par les marchés mondiaux en raison de la haute teneur en protéines des poissons, de ne pouvoir, comme pays, trouver assez de fonds auprès des contribuables canadiens pour effectuer une surveillance appropriée. Un peu moins de la moitié du nombre total de navires étrangers pêchant à l'intérieur de notre zone de 200 milles n'auront pas d'observateurs des pêches pour surveiller leurs activités de pêche l'année prochaine. C'est une réflexion triste sur nos mesures de surveillance servant à contrôler et administrer nos ressources.

M. Tobin: Monsieur le président, je veux passer à une deuxième question, parce que, bien que je dise que l'objectif constitue une chose dont nous nous féliciterions tous, l'ancien ministre vient lui-même d'admettre que nous ne pourrions pas surveiller nos eaux territoriales si nous prenions la mesure. Maintenant, nous ne le pourrions pas.

Ma deuxième question porte sur la commercialisation. À mon avis, le ministre préconise une certaine discipline sur le marché pour les pêcheries canadiennes. Nous avons tenu ces propos il y a plusieurs années . . . à Boston, il y a quelques années, lorsque nous nous sommes adressés à l'industrie américaine.

Ce que vous préconisez, comme je le lis, est une sorte de système à participation volontaire. Si vous n'êtes pas pour démontrer une certaine rigueur pour garantir non pas une participation volontaire, mais obligatoire à une certaine discipline sur le marché, pourquoi devrions-nous croire, en établissant un conseil de développement de la commercialisation du poisson, que l'industrie sera plus disciplinée qu'elle ne l'était par le passé, à moins que nous ne soyons autoritaire d'une certaine façon, qu'il y ait un moyen de forcer l'industrie à participer? Et je vous demande : quel genre d'autorité le ministre propose-t-il?

M. Morgan: Il n'y a certainement rien qui justifie de nous pencher sur un système limité à la participation volontaire. C'est ce que Monsieur Kirby a proposé dans son rapport sur le marketing; un conseil dit de commercialisation du poisson. Cela ne se produira jamais à moins qu'il n'y ait—et encore j'utilise ce mot dans un sens léger—intervention du gouvernement; ingérence du gouvernement.

Le leadership doit venir du gouvernement pour établir un conseil de développement de la commercialisation qui serait graduellement pris en charge par l'industrie, après qu'elle serait devenue en mesure de s'auto-réglementer. Mais, à l'heure actuelle, nous ne pouvons pas nous attendre à ce que l'industrie prenne l'initiative de s'auto-réglementer.

M. Skelly: Merci de cet exposé très instructif et intéressant. J'ai deux ou trois questions à poser au témoin. Premièrement,